

L'AVANT-GARDE

POUR LA SUISSE

Un an Fr. 4»—
Six mois » 2»—
Trois mois » 1»—

Pour l'Etranger le port en sus.

Organe Collectiviste et Anarchiste.

POUR LA FRANCE:

Un an Fr. 8»—
Six mois » 4»—
Trois mois » 2»—

Lettres et argent franco.

Administration et Rédaction de l'Avant-Garde: Chaux-de-Fonds (canton de Neuchâtel, Suisse).

Ce numéro est accompagné d'un supplément.

La solution de la question sociale et la bourgeoisie.

III

Quelle est la cause de l'incapacité de la bourgeoisie en ce qui concerne la solution de la question sociale? — Cette incapacité est d'autant plus surprenante que dans toute son activité pour la sauvegarde de ses intérêts et le développement de sa puissance, la bourgeoisie dénote une intelligence des choses et un savoir-faire vraiment remarquables.

L'égoïsme de classe, l'esprit de conservation d'une position acquise contribuent certainement, pour une large part, à obscurcir l'intelligence bourgeoise dans son appréciation du mouvement socialiste. Il existe cependant un ordre d'idées et de faits qui, croyons-nous, a une importance considérable dans ce débat et sur lequel le parti socialiste ne nous paraît pas s'être arrêté suffisamment.

La bourgeoisie qui discute, qui donne son appréciation sur les choses, qui affirme, ne croit pas à une solution générale de la question sociale.

Cette conception restreinte, en dehors des appétits matériels et de domination de classe, est, pensons-nous, la cause de l'incapacité que nous avons constatée dans nos précédents articles.

De même que le monde religieux partage les humains en élus et en réprouvés dans la répartition des jouissances célestes, la bourgeoisie condamne une grande partie de l'espèce humaine aux misères morales et matérielles sur cette terre, et accorde seulement à une minorité de privilégiés le droit aux jouissances de la civilisation.

C'est que la bourgeoisie, contrairement à une appréciation scientifique des choses, envisage la situation faite aux êtres humains, non pas comme le résultat du milieu social dans lequel ils vivent, mais comme la conséquence de leurs propres efforts individuels.

C'est ainsi qu'elle divise la société humaine en deux grandes catégories — les élus et les condamnés — les premiers n'étant redevables de la position avantageuse qu'ils occupent qu'à leur intelligence, leur caractère, leur bonne conduite, leur activité, leur esprit d'ordre et d'économie, les autres, condamnés à croupir dans le marais social, dans lequel végète misérablement le prolétariat, ne doivent qu'à la démoralisation cette situation.

Nous savons que si la bourgeoisie contient de prodigieux dissipateurs et tout un monde de petits crevés qui ne méritent que la corde, elle contient aussi des éléments sérieux, quant aux diverses qualités que nous venons d'énumérer ci-dessus. Supposons l'homme le plus accompli sous ce rapport et figurons-nous le vivant seul dans une contrée quelconque. Que serait cette intelligence, si elle n'avait à son service l'ensemble des connaissances que nous ont léguées l'activité des milliers de générations qui nous ont précédés? — Que serait ce caractère luttant seul contre les éléments de la nature? Que signifie la bonne conduite là où l'homme est seul? Quels sont les résultats de l'activité d'un homme au milieu du désert ou d'un sol vierge? Que pourra accumuler l'esprit d'ordre et d'économie, dans l'hypothèse ci-dessus? — Cette hypothèse c'est la réalité de l'histoire du développement de l'espèce humaine, c'est le commencement de l'existence, c'est cette lutte gigantesque de l'animalité pour l'humanisation de l'espèce, ce sont les temps primitifs, l'état sauvage, la barbarie, la civilisation. Dans ce formidable travail de développement, quelle place occupe l'individu, quel mérite a le génie, quelle est la valeur des qualités humaines tant vantées par la bourgeoisie? — Un peu de travail et d'activité, une pensée, une découverte, une notion scientifique, un atome dans l'immense richesse, voilà tout ce que l'individu apporte au travail de civilisation; le tout, c'est à la nature, c'est au génie, au travail collectif de l'humanité que nous le devons.

Nous pouvons regarder avec pitié, avec dédain les prétentions bourgeoises en ce qui concerne le rôle que s'attribuent les privilégiés. Ils veulent être tout par eux-mêmes et ils ne sont, en réalité, que les usurpateurs de tous les avantages dûs aux efforts collectifs de toutes les générations. Puissants du jour, sachez-le: vous manquez de sens moral, puisque vous méconnaissez cette terrible vérité, que les peuples inscristront bientôt en lettres de votre sang — vous êtes non pas le droit et la justice, mais l'iniquité voilée sous vos prétentions vertueuses.

La bourgeoisie se montre absolument bête lorsqu'elle attribue à la démoralisation la situation faite au prolétariat. Sans doute, il y a au sein des masses populaires des ivrognes, des paresseux, des gens stupides, des vauriens, des voleurs et même pire, tout comme il y a dans le monde comme il faut de parfaits crétins, de fins chevaliers d'industrie, de consommés bandits de haut étage. Avec un esprit généralisateur digne

d'une meilleure cause, la bourgeoisie lance avec mépris au monde des déshérités cette épithète devenue fameuse — « canaille populaire », épithète par laquelle elle cherche à couvrir d'infamie tous ceux qui restent en bas, tous ceux qui travaillent sans relâche, sans autre profit qu'un maigre salaire, en les confondant avec les misérables qui vivent d'expédients malhonnêtes.

Et cependant combien la réalité donne un démenti formel à cette conception bourgeoise de l'existence populaire. Quel terrible leçon ne nous donne pas cette réalité, lorsque nous l'envisageons dans toute sa brutalité? C'est le riche manufacturier qui accapare à lui seul le résultat d'une entreprise dans laquelle fonctionnent de grands capitaux de puissantes machines et une armée d'ouvriers; quelle est la part légitime de chacun? — Le manufacturier apporte personnellement une intelligence plus ou moins vaste de la partie commerciale, une capacité de direction plus ou moins complète, une instruction scientifique plus ou moins considérable, une connaissance matérielle de l'entreprise satisfaisante, de l'activité, de l'initiative, de l'ordre dans les affaires; toutes ces qualités personnelles, c'est grâce à la collectivité qu'il les a acquises et qu'il peut les exercer. Tous les autres éléments de l'entreprise, sans lesquels toute la perfection du chef de l'entreprise est annulée pratiquement, appartiennent aux forces naturelles et collectives qui se dégagent de l'activité générale de la société humaine. Le manufacturier seul devient riche et puissant, les ouvriers qui font fonctionner l'entreprise, en y apportant leur travail collectif, restent pauvres et impuissants. Et c'est en présence de cette situation que la bourgeoisie ose dire aux ouvriers: « faites des économies, devenez patrons et vous serez bourgeois à votre tour; c'est la seule solution pratique de la question sociale; aux hommes laborieux, aux économes, aux ouvriers d'ordre la possession des richesses; seuls les ouvriers débauchés sont exclus des hautes jouissances de la civilisation. »

Comment se fait-il que, parmi les triomphateurs, il y a tant de coquins reconnus et que, au sein des masses populaires, il y a tant d'intelligences d'élite, tant d'honnêtetés, tant de tempéraments puissants annulés?

C'est que les places sont prises; le grand capital accapare toutes les entreprises et dans cette vaste bataille économique, il faut être, ou puissamment armé ou un habile coquin, pour parvenir.

L'exemple de la classe moyenne qui nous offre tant d'opiniâtreté à maintenir une po-

sition intermédiaire ne peut plus être concluant. La classe moyenne agonise et l'histoire de cette agonie serait bien intéressante à écrire. Et encore, l'histoire des petits bourgeois, malgré toutes les qualités qu'on leur prête, présente le caractère dominant des temps modernes : dans toute entreprise de la classe moyenne, celle-ci a un nombre plus ou moins restreint d'auxiliaires salariés. La période brillante des petites entreprises est finie ou proche de finir ; la classe moyenne disparaît ; seule la haute bourgeoisie reste en face du prolétariat.

N'avons-nous pas le droit de sourire de pitié, lorsque nous voyons la bourgeoisie donner, à la question sociale, une solution aussi mesquine que celle qu'elle présente ? Les qualités personnelles seraient le seul élément de solution ?

La vérité est ailleurs et, pour l'établir, nous nous basons sur les faits : La bourgeoisie, comme nous le disions dans notre premier article, est devenue une aristocratie ; elle a perdu le sens des besoins et des aspirations populaires ; ses préoccupations d'intérêts de classe lui font exploiter, asservir la science, tandis que celle-ci devrait être le flambeau de l'émancipation des masses ; c'est pourquoi elle ne conçoit pas une émancipation complète, générale. Seule cette large conception d'émancipation des masses populaires de toute religion, de toute autorité, de toute exploitation économique, permet d'entrevoir un horizon nouveau à la civilisation. Les incertitudes de l'avenir, le lendemain de la révolution ne nous arrêtent pas. L'état social actuel n'a-t-il pas ses terribles incertitudes, son effrayant lendemain pour les peuples ? Parcourez vos bagnes du travail, allez dans les mansardes et les chaumières, franchissez même le seuil plus heureux de la maisonnette d'un petit bourgeois, consultez les casernes, les hopitaux et maisons des pauvres, passez une nuit sur les champs de bataille, courez au palais de justice noter les misères du peuple qui s'y enrégimentent, suivez un instant les intrigues politiques, voyez la banqueroute publique qui se prépare, calculez les ruines dans les finances, le commerce, l'industrie, l'agriculture, les entreprises publiques et demandez partout au peuple s'il est heureux.

Peuple, c'est le précipice d'une terrible décadence sous toutes ses faces qui se présente devant toi ; fais un suprême effort, rassemble toutes tes forces et apprends à triompher sur le vaste champ de bataille de la révolution populaire.

C'est la seule solution pratique à la question sociale.

Correspondances.

Allemagne.

On nous écrit de Berlin :

« Vous attendez probablement de moi des détails sur la tentative de Hœdel.

Vous saurez donc que le 11 mai, vers 3 heures et demie, notre céleste empereur faisait sa promenade quotidienne. Sa voiture allait vers le palais, en suivant l'avenue des Tilleuls. Tout-à-coup, un jeune homme de 19 ans, de taille moyenne, maigre, imberbe, à la figure longue et blême, aux yeux gris-pâle, aux cheveux noirs, s'avance du trottoir sur la chaussée et tire plusieurs coups de revolver.

Les balles n'ont atteint personne ni dans

la voiture de l'empereur, ni dans la foule, et elles n'ont pas été retrouvées ; hormis une cependant qui a pénétré dans la muraille du bâtiment opposé, bâtiment occupé par l'ambassade de Russie.

Arrêté par le public aidé de la police, ce jeune homme a déclaré se nommer Hœdel. C'est un ancien ouvrier ferblantier, né à Leipzig.

L'accusation prétend, sur le témoignage de la duchesse de Bade, qui dit l'avoir vu ajuster et tirer, que Hœdel a voulu tuer l'empereur. Hœdel affirme qu'il a voulu se suicider, en présence de l'empereur pour que partout l'on sache à quel degré d'intensité s'est haussée la misère en Allemagne. « Je n'ai pas besoin — a-t-il dit — de vous apprendre à quel parti j'appartiens : la misère presse les pauvres gens de telle sorte, qu'il ne leur reste plus d'autre ressource que de se tuer. »

A quel parti appartient Hœdel ? Les démocrates-socialistes prétendent qu'il est catholique-socialiste ; le parti du gouvernement avance qu'il est démocrate-socialiste. Lui, affirme qu'il n'appartient à aucun parti et qu'il serait anarchiste de cœur.

Il est au moins certain qu'il a fait partie des groupes démocrates-socialistes. Il a même été collaborateur d'une petite feuille de cette nuance, et a été poursuivi par le tribunal du district de Naumbourg. Il a enfin colporté les brochures et les feuilles du parti.

Il a été expulsé du parti par une résolution du « Comité électoral central socialiste » que voici :

« Un monsieur Hœdel, qui se nomme à Leipzig tantôt Trabert, tantôt Lehmann, à tellement nuï au parti et surtout à son organe *La Torche*, qui paraît à Leipzig, que nous nous voyons forcés sur la proposition des socialistes de Leipzig et des environs de chasser M. Hœdel du parti.

Hambourg, le 16 mai.

Signé : Geib. — Hartmann. — Derossi. Brasch. »

A ce décret Hœdel a répondu par la lettre suivante :

« Partisan depuis deux ans du socialisme et mis, par mes affaires, en contact avec les principaux chefs et les autres autorités, la mesure que les autorités m'ont infligée dans la réunion démocrate-socialiste d'hier, sans que je me sois rendu coupable de la plus petite infraction au programme du parti, et sur de simples suppositions nées dans l'imagination des fonctionnaires du parti, je me vois forcé de prévenir les directeurs du parti à Hambourg et de faire la déclaration suivante :

« Le soussigné, étant un socialiste sincère, croit qu'il est au-dessous de sa dignité de coqueter avec un parti qui profite de la situation sociale actuelle pour procurer des revenus et des rentes à ses coryphées et autres « fonctionnaires », de vivre d'une si agréable façon que, par exemple, un de ces « messieurs » a pu dépenser au congrès cinquante marcs en trois jours.

Il se forme en outre dans le parti une aristocratie qui imite celle de la bourgeoisie et ne permet jamais au peuple déshérité d'arriver à une vie tranquille.

Un socialiste véritable ne saurait tolérer cela, et si on répond à son opposition en le frappant de mesures de rigueur, il est réduit à faire connaître son opinion par l'organe de feuilles hostiles, ainsi que je le fais moi-même, pour montrer au public

combien grande est la corruption dans notre parti et empêcher que, en entretenant cette corruption par la presse et de belles phrases, l'on n'enlève pas aux ouvriers qui n'ont reçu qu'une demi-éducation, l'envie de travailler, et qu'on n'en fasse pas des prolétaires couverts de haillons.

Un tel parti ne vaut pas plus qu'un parti réactionnaire hypocrite en permanence.

Signé : Maximilien Lehmann, colporteur. »

Nous reproduisons cette lettre sans y changer un iota.

Après sa sortie, ou son expulsion du parti démocrate-socialiste, Hœdel paraît s'être fait inscrire dans le petit groupe des ouvriers chrétiens-socialistes, groupe fondé par M. le prédicateur de la cour impériale.

Dans une réunion du parti chrétien-socialiste, qui a eu lieu, le 14 à Berlin, le président a exprimé le regret qu'un membre de ce parti se soit rendu coupable d'une tentative qu'il a qualifiée de si criminelle. Il a annoncé à l'assemblée qu'il avait adressé à l'empereur une lettre le félicitant d'avoir eu la vie sauve, et il a invité les chrétiens-socialistes présents, à se lever de leurs sièges en signe d'approbation de l'envoi de la lettre. Toute l'assemblée s'est levée.

Le 3, au sortir d'une séance, un membre du parti des chrétiens-socialistes a eu une longue discussion avec Hœdel. Dans cette discussion, Hœdel a prononcé les paroles suivantes :

« Je suis, il est vrai, membre du parti des ouvriers chrétiens-socialistes et les unions démocratiques-socialistes les plus diverses, mais je n'appartiens à vrai dire à aucun parti. J'ai pour principe de me faire inscrire dans tous les partis dont la tendance est libérale. Je ne comprends pas qu'un homme raisonnable se laisse accaparer par un parti déterminé ; c'est là le contraire de la vérité. Pour être franc et sincère, je dois dire que je suis anarchiste. »

Hœdel n'a pourtant été inscrit dans aucun de nos cercles anarchistes ; ni à Berlin, ni à Leipzig, ni dans l'Allemagne du sud.

Qu'est-ce donc que Hœdel ?

Est-ce un agent provocateur ? A-t-il été chargé par la police de fournir le prétexte à la présentation de lois dictatoriales ? nous ne le pensons pas. D'abord aucune feuille socialiste sérieuse n'a osé formuler cette accusation ; ensuite une balle ayant bien réellement frappé la muraille de l'ambassade de Russie, dans la direction même où se trouvait l'empereur, nous croirions difficilement que sa Majesté sacrée se soit prêtée à une comédie qui pouvait lui coûter la peau, grâce à la maladresse d'un homme qui n'a jamais tenu un revolver.

Hœdel, a-t-il été armé par un parti ? Nous ne le pensons pas davantage. Un parti français eut frappé de Molke ou Bismark. Un parti ultramontain, polonais, eut fait de même. Le parti démocrate-socialiste n'a jamais armé et n'armera jamais personne. Et quant au parti anarchiste, la mort de l'empereur ne lui fournissait aucun avantage, elle ne lui apportait pas même un de ces actes de propagande *par le fait* qui, compris du peuple, entrent dans ses moyens d'action.

La vérité nous paraît être ceci :

Hœdel — comme la plupart des ouvriers allemands — se trouvait dans la plus extrême misère. La veille de l'attentat, assistant à une réunion, il n'avait pas eu même assez d'argent pour payer sa choppe ; de

plus, c'est en mettant ses habits de fête au Mont-de-piété qu'il s'est procuré l'argent nécessaire à l'achat du revolver dont il s'est servi. Il a donc compris qu'il fallait sortir de la situation intolérable dans laquelle le prolétariat est plongé, et fatigué de l'inanité de la tactique de tous les partis légaux, il a voulu faire quelque chose. N'étant pas membre de ce parti anarchique qui organise l'action, il n'a écouté que ses inspirations personnelles et il a tiré sur l'empereur.

Quoique on ait arrêté plusieurs personnes, il semble démontré que Hœdel n'a point eu de complices.

—

On nous écrit encore de Berlin :

« La tentative de l'avenue des Tilleuls a servi de prétexte au gouvernement pour demander à la chambre des armes légales pour combattre le socialisme.

Sur un mot de l'empereur, le chancelier de l'empire a envoyé une communication au conseil des ministres. Le conseil des ministres s'est chargé de présenter un « Projet de loi pour réprimer les excès provenant des tendances socialistes ». Accepté à la presque unanimité du Conseil fédéral » ce « Projet » vient d'être rejeté par le Reichstag à la majorité de 251 voix contre 57.

Le projet était court, mais il ne tendait à rien moins qu'à installer en Allemagne un état de siège véritable. En vertu du premier article, le conseil fédéral pouvait interdire tout imprimé, toute réunion à tendance socialiste. En vertu de l'article 2 la police locale pouvait provisoirement défendre la vente sur la voie publique de tout imprimé de ce genre, et elle pouvait aussi de par de l'art. 3 supprimer toutes réunions. Les autres articles établissaient comme sanction une peine de trois mois de prison au minimum.

Nous ne pouvons penser que le gouvernement ait réellement caressé l'espoir de faire voter par le parlement un projet de loi à double tranchant, capable de couper les socialistes, mais suffisant aussi pour terrasser le libéralisme. Rien de plus vague en effet qu'une tendance démocrate-socialiste. Nous pensons qu'il a demandé plus, pour avoir moins. Si telle a été son intention, il a parfaitement réussi.

M. Hoffmann, président de l'office de chancellerie, a ouvert la discussion dans le Reichstag en soutenant le projet. Immédiatement après au nom de ses collègues, M. Liebknecht député démocrate-socialiste, a porté à la tribune la déclaration suivante :

« La tentative de profiter de l'acte d'un insensé, avant même que l'instruction soit terminée, pour faire un coup de réaction préparé de longue main, et de faire porter la responsabilité morale d'une tentative d'assassinat sur la personne de l'Empereur d'Allemagne, tentative non encore prouvée, à un parti qui condamne l'homicide sous toutes ses formes, et qui croit que le développement politique et économique est tout-à-fait indépendant de la volonté d'un individu isolé, cette tentative se condamne si complètement elle-même que nous, les représentants des électeurs socialistes de l'Allemagne, nous nous sentons obligés de faire la déclaration suivante :

Nous croyons qu'il est contraire à notre dignité de prendre part à la discussion de la loi soumise au Reichstag, et nous ne nous laisserons ébranler dans notre résolution par aucune provocation d'où qu'elle

vienne. Mais nous prendrons part au vote, parce que nous croyons qu'il est de notre devoir de contribuer, en jetant nos votes dans la balance, à empêcher qu'un attentat sans exemple soit commis, sur la liberté du peuple. Quelle que soit la décision du Reichstag, la démocratie socialiste voit venir les luttes et les persécutions avec ce calme et cette confiance que donne la conscience de défendre une cause juste et invincible. »

M. Joerg, représentant du centre (ultramontain) repousse la loi au nom de son parti. La loi exceptionnelle ne peut rien; le matérialisme est la base du socialisme; il faut seconder les efforts de la religion et rendre à celle-ci l'éducation du peuple.

Au nom du parti conservateur M. Bethusy défend le projet.

M. de Bennigsen, combat le projet au nom du parti national-libéral. Ce parti est naturellement d'accord avec le gouvernement sur la nécessité de combattre les socialistes; il repousse une loi d'exception comme inutile et dangereuse, mais promet au gouvernement l'appui de son parti dans la répression au moyen des lois existantes et pour le perfectionnement de la législation. (Cette promesse est on le voit grosse de réaction).

Le ministre Eulenburg soutient le projet. Il déclare dans son discours que si le projet est rejeté par le Reichstag, le gouvernement devra, sans qu'on se plaigne, serrer le frein beaucoup plus rigoureusement que par le passé, et employer les moyens existants jusqu'aux dernières limites du possible.

Gneist, libéral-national, et Windthorst du centre combattent le projet.

Le maréchal de Moltke prend la parole. Naturellement, en culotte de peau qu'il est, de Moltke votera pour la loi. Les chefs du socialisme — dit-il — sont arrivés au point où leurs partisans vont leur demander des actes. « On pourra par la force réprimer le socialisme, comme, si l'on avait eu des ordres, on l'eut fait en un clien d'œil pour la Commune de Paris, mais si on le peut par une loi c'est plus commode.

Enfin comme nous l'avons dit, le projet de loi est repoussé,

On croyait que le gouvernement prononcerait la dissolution du Reichstag. On se trompait. Le gouvernement a seulement voulu s'assurer de l'appui du parti national-libéral dans la voie de répression féroce dans laquelle il veut s'engager, et arracher des promesses à ce parti; son but semble atteint.

La période dont nous avons souvent parlé va donc probablement s'ouvrir en Allemagne. Le socialisme légal devenu menaçant va se trouver aux prises avec l'Etat; s'il faiblit, sa mort est une affaire de temps; s'il lutte, s'il emploie la violence, s'il oppose la force à la force, nous ne pensons pas que sa puissante organisation électorale lui serve à grand-chose sur le terrain de l'action, et il est probable qu'en Allemagne, comme en France, comme en Italie, comme partout, le socialisme devra changer de forme et s'engager dans la voie des conspirations et des luttes révolutionnaires.

Le parti démocrate-socialiste montre une grande irritation contre Hœdel. Il semble à l'entendre que Hœdel est la cause de la réaction qui se produit. C'est là un enfantillage. Comme l'aveu en est échappé à M. Liebknecht à la tribune la réaction est

préparée de longue main, depuis que le socialisme légal menace par ses projets l'organisation bourgeoise. L'affaire de Hœdel est une cause occasionnelle que le gouvernement pouvait toujours faire surgir si elle ne s'était pas spontanément produite; mais la cause réelle de la réaction est dans le désir de la bourgeoisie de mettre fin à une propagande qui l'inquiète.

Nous ne pouvons pas non plus approuver l'appréciation que fait de la tentative de Hœdel la démocratie socialiste. Il est possible que l'acte de Hœdel soit inutile dans ses résultats alors même qu'il aurait abouti, inutile aussi comme fait de propagande. Mais nous ne saurions appeler insensé l'homme qui veut « déboulonner » un empereur, fut-ce celui d'Allemagne, pas plus qu'en France nous n'avons traité de fous, Orsini et Fieschi; il y a ensuite des formes d'homicide que nous ne blâmons pas, que nous approuvons même: le régicide, la vengeance de l'ouvrier contre son patron, sont pour nous dans ce cas.

Angleterre.

Grève en Lancashire. — Environ 80.000 ouvriers cotonniers sont en grève. Voici de quoi il s'agit. Dans ces dernières années, grâce à l'empirisme qui règne dans la production, l'Angleterre a encombré de ses cotonnades tous les marchés du monde et aucune demande ne se produit. De plus la vente est restreinte par une autre cause intérieure, l'extrême misère qui règne dans l'Inde et dans la Chine.

Or quels remèdes propose-t-on à cet état de choses? comment espère-t-on obvier à ce défaut d'équilibre entre la production et la consommation? comment dégorger les débouchés?

Les producteurs-fabricants avec l'intelligence qui les caractérise n'ont trouvé que ce moyen: fabriquer encore! avec ce correctif: diminuer le salaire des ouvriers! Et ils se sont mis à réduire les salaires. Comme toutes les intelligences économiques s'y attendaient, au lieu de se restreindre, le mal a empiré.

Les ouvriers ont dû songer alors à faire entendre leur voix. Ils ont proposé la seule mesure possible, étant donné l'organisation sociale actuelle, mesure qui cependant devait imposer aux ouvriers de fort dures privations: cette mesure consistait dans un travail de 4 jours par semaine jusqu'au moment où les débouchés seraient de nouveau ouverts; à ces conditions ils auraient même supporté une petite réduction. Etait-il franchement possible d'aller plus loin dans la voie des concessions? certes, nous ne le pensons pas. Eh bien, les patrons ont refusé. Ils ne veulent pas d'un demi-chômage, parce que le capital que leur outillage représente ne rapporterait plus assez. Ils préfèrent le travail normal avec une réduction de plus en plus grande des salaires, ou de fermer boutique d'une façon absolue.

La question se présente donc comme insoluble dans l'Etat social actuel. Quelle que soit la détermination des patrons, les ouvriers seront toujours ruinés; dans un cas, aussi bien que dans l'autre.

Grâce au bavardage des leaders officiels des ouvriers, la question ne se pose pas sur son vrai terrain: la prise de possession par les ouvriers des instruments de travail. Ces Messieurs, à peine moins conservateurs que les patrons, font écraser et étouffer sous les hurlements de leurs aboyeurs toute parole

mal sonnante qui sent la révolution. Quand une de ces paroles est prononcée, ils la suppriment dans leurs comptes-rendus. Cette compression excessive par la violence, par la ruse, par la routine, prépare une explosion qui sera terrible.

On nous écrit encore :

« Les conflits prévus ont éclaté. A Blackburn, le 14 mai, les grévistes ont en grand nombre parcouru les rues. Ils se sont rendus d'abord aux fabriques dont ils ont brisé les fenêtres. A la résidence de M. Hornby, patron principalement détesté, ils ont démolé la façade de la maison, et M. Hornby lui-même a été blessé à coups de pierres. De là ils sont allés mettre le feu à la maison d'un certain colonel Jakson qui est président de la société des patrons; la demeure de ce Monsieur a été complètement détruite.

Bien entendu que l'on s'est hâté de faire arriver de Preston de grandes forces d'infanterie et de cavalerie.

Mais, pendant ce temps les troubles ont gagné d'autres localités.

A Oswaldwistle (près d'Arrington) des bandes d'émeutiers se sont organisées, et dans une fabrique on a tiré sur les ouvriers. Plusieurs ont été blessés. A Harlingen, une fabrique employant 20,000 broches et 120 métiers, a été entièrement détruite par le feu. A Burnley les troubles sont sérieux; une maison de fabricant a été envahie et tout ce qu'elle contenait mis en pièces; une lutte s'est engagée entre la police et les ouvriers.

La grève s'étend même en Ecosse. A Glasgow, mille ouvriers ont cessé le travail dans la fabrique de M. Robertson.

On m'apprend au moment où je clos cette lettre que les patrons proposent une réduction de 10% sur les salaires, le travail tous les jours et une augmentation dans 3 mois si les débouchés sont ouverts. Il est probable que les ouvriers refuseront de semblables conditions.

Belgique.

On nous écrit de Verviers :

« Le fameux conseil régional belge qui, siégeant à Anvers, faisait si bien circuler — mais seulement dans les poches de ses membres — les circulaires du Bureau fédéral, sans que les sections à qui ces circulaires étaient adressées pussent en prendre connaissance, a tenu une réunion pendant toute sa gestion administrative. De plus on commence à voir clair dans de sourdes menées tendant à tuer l'Internationale au profit d'une nouvelle organisation de politiciens. Le prochain congrès va nous en apprendre de belles !

Une section franchement révolutionnaire s'est formée à Anvers. A Bruxelles le même mouvement de réprobation contre certaines intrigues rappelant feu le Conseil général de Londres, se produit et s'accroît.

Les élections législatives ont lieu le mois prochain. L'avocat Eugène Robert, qui a fait sa réputation en même temps que Paul Janson dans le procès de Buck, procès gagné, haut la main sur les jésuites qui prétendaient capter une fortune colossale, se porte candidat. S'il est élu, nous aurons deux socialistes aux chambres. Nous verrons si cela fera baisser le prix du pain. »

Nous recevons en outre de Verviers l'annonce de l'apparition d'un nouveau journal et le programme qu'il aura pour mission de défendre et de propager. Ce journal qui

sera franchement anarchiste-révolutionnaire sera publié sous le nom de « Cri du Peuple » par les membres du cercle « l'Étincelle. » Nous souhaitons la bienvenue à notre nouveau confrère.

La cour d'assises de la Flandre orientale vient de condamner par contumace Van Thierren à 2 ans de prison et 500 francs d'amende pour outrages envers le roi, et à un an de prison et 200 francs d'amende envers la reine, et enfin à un mois pour rébellion. Le peuple Belge saura maintenant que si son roi ne vaut pas grand'chose, sa reine vaut encore moins; les²/₃, environ, ce n'est pas lourd !

Citons une pétition faite par la *chambre du travail* et adressée à « Messieurs les présidents et membres de la chambre des représentants » pour obtenir le vote d'un crédit destiné à l'envoi de délégués ouvriers à l'exposition universelle. Nous ne félicitons pas « Messieurs » les représentants des travailleurs belges — ou se disant tels — de tirer le chapeau aussi bas devant « Messieurs » les représentants de la bourgeoisie belge.

Norwège.

Plusieurs manufacturiers de Christiania ayant eu l'intention de réduire les salaires, des émeutes ont éclaté. La police a été insuffisante et on a mandé des dragons et des chasseurs de montagne. Une lutte armée s'est engagée dans les rues et un grand nombre de personnes ont été blessées. Nous ne croyons pas qu'il y ait des morts.

Espagne.

On nous écrit de Barcelone :

« Une tentative d'insurrection a éclaté en Catalogne, au cri de : « Vive la République fédérale ! » une soixantaine d'hommes armés parcourent des villages frontières dans la province de Gérone. Ils ont désarmé les douaniers; mais ils sont poursuivis par une compagnie d'infanterie et un certain nombre de gardes-civils (gendarmes).

Une certaine agitation règne à Barcelone.

Au moment de vous envoyer cette lettre, on m'affirme que neuf hommes parmi les insurgés ont été obligés de passer la frontière française, qu'ils ont dû déposer les armes et qu'ils sont détenus à Prats. »

Quand on est républicain, on est *détenu* à Prats; quand on est carliste, on est *interné en France* et accueilli dans les salons de Céret, et à la préfecture de Perpignan.

Amérique.

On écrit au *Times* que le mouvement communiste prend, en ce moment, une grande extension aux Etats-Unis, et il semble que c'est sous la forme communaliste qu'il se produit. Partout se tiennent des meetings où les motions les plus incendiaires sont les plus applaudies, et dans la convention réunie à Philadelphie les communistes ont failli avoir la majorité.

Des meetings de bourgeois et de patrons se réunissent dans le but de demander au gouvernement l'emploi de mesures énergiques destinées à entraver ces progrès. Le prétexte qu'ils donnent est que toutes ces manifestations arrêtent le mouvement des affaires; le motif véritable est qu'ils ont peur. Ils espèrent au moins, disent-ils, qu'à la première tentative des communistes le gouvernement agira avec une énergie sans limites, et leur espoir ne sera pas trompé. Que les travailleurs prennent leurs mesures en conséquence, car ce n'est ni plus ni moins

qu'un massacre en grand que prépare actuellement la bourgeoisie américaine. Le nombre des ouvriers est plus grand qu'il n'est nécessaire pour conduire les machines, le surplus peut donc sans inconvénients, et avec avantage être supprimé.

Mégy (ex-membre de la Commune de Paris), a été arrêté puis relâché sous forte caution. Le juge lui a assuré naïvement que la « Commune » ne réussirait pas aux Etats-Unis. Notre avis est qu'il faudrait essayer de l'y implanter... pour voir !

Qui vivra verra. En tous cas, c'est de ce côté que sont maintenant en Amérique toutes les préoccupations. Les travailleurs américains ont failli réussir en juillet passé, lors de l'affaire des chemins de fer; il ne leur a manqué qu'une chose, la perception nette du but. S'ils avaient eu l'idée de prendre immédiatement les mesures dont a parlé Elisée Reclus dans son admirable article publié par le *Travailleur*, ils auraient mis de leur côté, immédiatement, l'immense majorité du peuple et auraient eu facilement raison de la clique en qui se résument la Banque et l'Etat.

Nous n'avons pas encore de renseignements précis sur les déterminations prises dans les meetings communistes, mais la terreur des exploités nous fait espérer qu'elles seront fort bonnes.

« Die Neue Gesellschaft », Monatsschrift für Socialwissenschaft. (Zürich, Verlag der « Neuen Gesellschaft ».)

Das vor uns liegende achte Heft enthält: Ueber die Arbeitsentschädigung im « Zukunftsstaate » von MAX NEISSER. I. Rechtsbegriff und Recht. — Zoll- und Steuercredite von R. — Vom kaufmännischen Gewinn von D^r K. SCHALK. — Namenloses Russland. Eine literarische Studie auf social-politischem Hintergrund, von FRIEDR. AON BÄRENBACH (Schluss). — Zur « Bühnenfrage » von EMIL BRUCK. — Friedrich II. und die Volkserziehung von C. LUBECK. — Babeuf und die Verschwörung der Gleichen von Prof. JAMES GUILLAUME. Aus dem Französischen übersetzt von D^r A. MULBERGER. III. IV.

Die Zeitschrift ist durch alle Buchhandlungen quartaliter für Mk. 3 = Fr. 3⁷⁵, zu beziehen.

Nous avisons nos lecteurs que l'Administration des Brochures socialistes a été transféré de Sonvillier à Chaux-de-Fonds, à l'adresse suivante :

Administration des Brochures socialistes, rue de l'Hôpital 13 A, Chaux-de-Fonds.

Mémoire de la Fédération Jurassienne fr. 1» —
L'Empire knouto-germanique, par Bakounine » 0,50
La Théologie politique de Mazzini par Bakounine » 0,50
Les Esquisses Historiques, 1^{re} Série, par Guillaume » 1» —
Les Esquisses Historiques, 2^{me} série, par Guillaume » 1» —
Idées sur l'Organisation sociale, par Guillaume » 0,50
Radicalisme et Socialisme, par Schwitzguébel » 0,30
Comptes-rendu du Congrès de Genève 1872 » 0,25
Comptes-rendu du Congrès de Bruxelles 1874 » 0,80